

KUANDA-URUNDI

Territoire de Ngaza

P. V. N° 30

Transmis, le 5 juillet 1958

à Monsieur l'Officier du Ministère Public.

L'O. P. J.

PRO = JUSTITIA.

A CHARGE DE :

L'an mil neuf cent cinquante ^{ans} ~~deux~~, le huit ^{vingt} ~~deux~~ ^{vingt} jour
du mois de Mai.

NOUS, DUBOIS Michel Officier Edt T/1 à Ngaza officier de Police judiciaire
à compétence limitée

Nous trouvant à Bulera, chef-lieu du Ngaza, territoire de Ngaza

Avons constaté que le nommé Sepacupi, cultivateur à Bulera, fils de
Manibumburo de ici et de Mparanzikumbuni de ici

PRÉVENU DE :

Paraissait s'être rendu coupable de : Tronçonnage de tiges de lin et brousse
de semence de lin

INFRACTION
PRÉVUE ET
PUNIE PAR :

faits prévus et punis par Repelement à l'11. du Résident du district

Ruhengeri



6578

T. S. V. P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D - Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R - .. Oui

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le 1^{er} Juin 1955 la somme de :

Deux cent francs

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public ;
à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis :

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

200 - Fr. à titre d'A F. — quittance n° 930/1130 du 2-6-1955

Fr. à titre d'A F. — quittance n° _____ du _____

D.I. remis le _____ au préjudicié _____

En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant,

l'O. P. J.

Du 2-6-1955

M. L.

RUANDA-URUNDI

Territoire de *Nyanga*

P. V. N° *31*

Transmis, le *5-7-1955*

à Monsieur l'Officier du Ministère Public.

L'O. P. J.

21304

PRO = JUSTITIA.

A CHARGE DE :

L'an mil neuf cent cinquante ^{ans} ~~deux~~, le *huit* ~~trixième~~ jour
du mois de *Juni*

NOUS, *Arb. A. Sanyama* ~~est~~ *7^eel* *Nyanga* officier de Police judiciaire
à compétence *limitée*

Nous trouvant à *Kibizi, Vallée de la Mukunguri, chefferie du Mpaye*
Avons constaté que le nommé

Kabarira, cultivateur à Kibizi, fils de Rhabira dicédi et de
Simirena en té

PRÉVENU DE :

Paraissait s'être rendu coupable de : *avoir refusé de participer aux travaux*
collectifs

INFRACTION
PRÉVUE ET
PUNIE PAR :

faits prévus et punis par
Art. 61 du Règlement du Ruanda

T. S. V. P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D - Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R - .. oui

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le 1 juillet 1955 la somme de :

20000 francs

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public ;

à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis ;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de ;

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

20000 - Fr. à titre d'A F. — quittance n° 230/1187 du 29-6-1955

Fr. à titre d'A F. — quittance n° _____ du _____

D.I. remis le _____ au préjudicié _____

En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant,

l'O. P. J.

20000 29-6-1955
Verluis

RUANDA-URUNDI

Territoire de *Mpanga*

P. V. N° *32*

Transmis, le *5 juillet 1955*
à Monsieur l'Officier du Ministère Public.

L'O. P. J.

PRO = JUSTITIA

A CHARGE DE :

L'an mil neuf cent cinquante ^{cinq} ~~deux~~, le *vingt troisième* jour
du mois de *Juin*

NOUS, *Edouard A. Nyomane* *off. 7/1 à Mpanga* officier de Police judiciaire
à compétence *limitée*

Nous trouvant à *Kibagira, colline d'effroi du Mpororo, territoire de Mpanga*
Avons constaté que le nommé

Rhasonitama cultivateur à *Kibagira*, fils de *Semanyana* *de* *Kibagira*
et de Nyamantanga *de* *Kibagira*

PRÉVENU DE :

Paraissait s'être rendu coupable de : *avoir refusi d'entretenir et de payer*
la cefferie

INFRACTION
PRÉVUE ET
PUNIE PAR :

faits prévus et punis par *Arrêt des G. J. n° 5/54 du 27 juillet 1954*

T.S.V.P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D - Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R - .. Oui

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le 1 juillet 1955 la somme de :

Deux cent francs

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public ;

à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis ;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de ;

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

200.- Fr. à titre d'A F. — quittance n° 930/1132 du 29-6-55

Fr. à titre d'A F. — quittance n° du

D.I. remis le au préjudicié

En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant,

l'O. P. J.

12017
recluse